

Publications périodiques

Comptes annuels

LYXOR INTERMEDIATION

Société Anonyme au capital de 1 850 000 Euros
Siège Social: 17 Cours Valmy, 92 800 Puteaux
517 865 598 R.C.S. Nanterre

Documents comptables annuels approuvés par l'Assemblée Générale Mixte du 31 mai 2018.

I. — Bilan.
(En Euros.)

Actif	31/12/2017	31/12/2016
Caisse, Banques centrales, Comptes Courants Postaux		
Effets publics et valeurs assimilées		
Créances sur les établissements de crédit (note 2)	5 582 670	1 837 510
À vue	5 582 670	1 837 510
À terme		
Opérations avec la clientèle		
Créances commerciales		
Autres concours à la clientèle		
Comptes ordinaires débiteurs		
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Actions et autres titres à revenu variable		
Participations et autres titres détenus à long terme		
Parts dans les entreprises liées		
Immobilisations incorporelles (note 3)	21 735	
Immobilisations corporelles		
Capital souscrit non versé		
Actions propres		
Comptes de négociation et de règlement		
Autres actifs (note 4)		12 097
Comptes de régularisation (note 4)	513 438	604
Total	6 117 843	1 850 211

Passif	31/12/2017	31/12/2016
Banques centrales, Comptes courants postaux		
Dettes envers les établissements de crédit		
À vue		
À terme		
Opérations avec la clientèle		
Comptes d'épargne à régime spécial		
À vue		
À terme		
Autres dettes		
À vue		
À terme		
Dettes représentées par un titre		
Bons de caisse		
Titres de marché interbancaires et titres de créances négociables		
Emprunts obligataires		
Autres dettes représentées par un titre		
Autres passifs (note 5)	2 330 550	23 246
Comptes de régularisation (note 5)		
Provisions		
Comptes de négociation et de règlement		
Dettes subordonnées		

Fonds pour risques bancaires généraux		
Capitaux propres (note 6)	3 787 293	1 826 965
Capital	1 850 000	1 850 000
Primes d'émission		
Réserves		
Écart de réévaluation		
Provisions règlementées		
Subvention d'investissement		
Report à nouveau	-23 035	
Résultat de l'exercice	1 960 328	-23 035
Total	6 117 843	1 850 211

(Les notes annexes qui figurent aux pages suivantes font partie intégrante des états financiers)

Hors-bilan	31/12/2017	31/12/2016
Engagements donnés :		
Engagements de financement		
Engagements en faveur d'établissement de crédit		
Engagements en faveur de la clientèle		
Engagements de garantie		
Engagements en faveur d'établissement de crédit		
Engagements en faveur de la clientèle		
Engagements sur titres		
Titres à livrer		
Autres engagements donnés		
Engagements reçus :		
Engagements de financement		
Engagements reçus d'établissement de crédit		
Engagements reçus de la clientèle		
Engagements de garantie		
Engagements reçus d'établissement de crédit		
Engagements reçus de la clientèle		
Engagements sur titres		
Titres à recevoir		
Autres engagements reçus		
Autres engagements :		
Opérations en devises		
Engagements devises (achetées ou empruntées) à recevoir		
Engagements devises (vendues ou prêtées) à donner		
Engagements sur instruments financiers à terme		
Autres engagements		
Engagements donnés		
Engagements reçus		
Engagements douteux		

(Les notes annexes qui figurent aux pages suivantes font partie intégrante des états financiers)

II. — Compte de résultat.

(En Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Produits et charges d'exploitation bancaire :		
+ Intérêts et produits assimilés (note 7)	1 761	
+ Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les Ets de crédit	1 761	
+ Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle		

+ Intérêts et produits sur obligations et autres titres à revenu fixe		
+ Autres intérêts et produits assimilés		
- Intérêts et charges assimilées (note 7)	-332	
- Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les Ets de crédit	-332	
- Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle		
- Intérêts et charges sur obligations et autres titres à revenu fixe		
- Autres intérêts et charges assimilées		
+ Revenus des titres à revenu variable		
+ Commissions (produits) (note 8)	5 184 353	
- Commissions (charges) (note 8)	-8 094	
+ / - Gains nets sur opérations liées aux portefeuilles de négociation	-53 711	
- Opérations sur titres de transaction		
- Opérations de change	-53 711	
- Opérations sur instruments financiers		
+ / - Gains nets sur opérations liées aux portefeuilles de placement et assimilés		
- Plus ou moins value		
- Dotations aux provisions et reprises		
+ Autres produits d'exploitation bancaire	89	
- Opérations faites en commun		
+ Autres produits d'exploitation bancaire	89	
- Autres produits non bancaires		
- Autres charges d'exploitation bancaire	-320 210	-81
- Opérations faites en commun		
- Autres charges d'exploitation bancaires	-320 210	-81
Produit net bancaire	4 803 856	-81
- Charges générales d'exploitation (note 10)	-1 806 787	-35 051
- Frais de personnel		
- Autres frais administratifs	-1 806 787	-35 051
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles (note 3)	-7 245	
Résultat brut d'exploitation	2 989 824	-35 132
- Coût du risque		
- Coût du risque sur établissement de crédit		
- Coût du risque sur la clientèle		
- Coût du risque sur portefeuille titres		
- Autres opérations		
Résultat d'exploitation	2 989 824	-35 132
+ / - Gains ou pertes sur actifs immobilisés		
- Immobilisations financières		
- Immobilisations incorporelles		
- Immobilisations corporelles		
Résultat courant avant impôt	2 989 824	-35 132
+ / - Résultat exceptionnel (note 11)	0	
- Impôt sur les bénéfices (note 12)	-1 029 496	12 097
+ / - Dotation / reprises de FRBG et provisions réglementées		
Résultat net de l'exercice	1 960 328	-23 035

(Les notes annexes qui figurent aux pages suivantes font partie intégrante des états financiers)

III. — Annexes.

Note 1. — Règles et méthodes comptables.

Les comptes sociaux de la société Lyxor Intermédiation ont été établis conformément aux dispositions :

— du règlement n°2014-07 du 26 novembre 2014 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

Selon l'art. 515-13, LYXOR INTERMEDIATION est une société d'investissement, agréé en qualité de société financière par le comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement. La société a pour objet de consentir ou d'acquérir des prêts garantis, des expositions sur des personnes publiques et des titres et valeurs tels que définis aux Art L.515-14 à L.515-17.

— Les expositions sur des personnes publiques sont des éléments d'actif, tels que des prêts ou des engagements hors bilan sur des personnes dont la qualité est énumérée à l'Art L.515-15.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
 - permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
 - indépendance des exercices,
- et conformément aux règles générales et bancaires d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Changement de méthode comptable et comparabilité des comptes. — Aucun changement de méthode comptable n'est intervenu au cours de l'exercice.

Changement d'estimation. — Aucun changement d'estimation n'est intervenu au cours de l'exercice.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Créances sur les établissements de crédit et la clientèle. — Les créances sur les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature des concours : créances à vue (comptes ordinaires et opérations au jour le jour) et créances à terme pour les établissements de crédit; créances commerciales, comptes ordinaires et autres concours pour la clientèle.

Créances douteuses. — Par application du règlement n°2014-07 du 26 novembre 2014 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, sont distingués comptablement les encours sains et les encours douteux.

Sont des encours douteux, les encours porteurs d'un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes:

- lorsqu'il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins (six mois pour le crédit bail immobilier, neuf mois pour les créances sur des collectivités locales),
- lorsque la situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles qu'indépendamment de l'existence tout impayé on peut conclure à l'existence d'un risque avéré. Il en est ainsi notamment lorsque l'établissement a connaissance de la situation financière dégradée de sa contrepartie, se traduisant par un risque de non recouvrement,
- s'il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie, notamment les procédures de surendettement, de redressement judiciaire, liquidation judiciaire, faillite personnelle, liquidation de bien, ainsi que les assignations devant un tribunal correctionnel.

Par contagion, le classement d'un encours en douteux sur une contrepartie entraîne obligatoirement le déclassement de tous les engagements liés à cette contrepartie, nonobstant l'existence de garanties ou de cautions (sauf cas de litiges ponctuels ou d'un risque de crédit dépendant de la solvabilité d'un tiers).

Les encours douteux donnent lieu à la constitution de dépréciations correspondant à la perte probable.

Les dotations et reprises de dépréciations, les pertes sur créances irrécupérables et les récupérations sur créances amorties sont présentées dans la rubrique « Coût du risque ».

Aucune créance douteuse n'a été constatée dans les comptes de LYXOR INTERMEDIATION à l'arrêté.

Immobilisations incorporelles. — Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés en linéaire sur quatre ans.

Les dotations aux amortissements ont été portées au compte de résultat dans la rubrique Dotations aux amortissements.

Provisions. — Les provisions inscrites au passif du bilan sont comptabilisées conformément au règlement n°2014-07 du 26 novembre 2014 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

Les provisions représentent des passifs dont l'échéance ou le montant ne sont pas fixés de manière précise. Leur constitution est subordonnée à l'existence d'une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources sans contrepartie attendue.

Ces provisions couvrent des risques identifiés à l'actif, au passif du bilan et au hors bilan.

Les dotations et les reprises de provisions sont classées par nature dans les rubriques correspondantes du compte de résultat.

Operations en devises. — Conformément aux règlements ANC n°2014-07 du 26 novembre 2014, les opérations enregistrées en devises au bilan ou au hors bilan sont converties sur la base des cours de change officiels à la date de clôture.

Résultat exceptionnel. — La rubrique "Résultat exceptionnel" comprend les produits et charges encourus par LYXOR INTERMEDIATION dont la survenance revêt un caractère exceptionnel soit par leur nature soit par leur montant. Ils sont le plus souvent générés par des événements exogènes à l'activité de LYXOR INTERMEDIATION.

Transactions entre les parties liées. — Conformément au règlement n°2014-07 du 26 novembre 2014 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, relatif aux transactions entre parties liées et aux opérations non inscrites au bilan, la société LYXOR INTERMEDIATION ne donne pas d'information en annexe pour tout ou partie des raisons suivantes :

- les transactions effectuées ont été conclues à des conditions normales de marché ;
- les transactions effectuées concernent des opérations avec sa société mère, les filiales qu'elle détient (directement ou indirectement) en quasi-totalité ou entre ses filiales détenues en quasi-totalité.

Note 2. – Créances sur les établissements de crédit.

(En Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Comptes et prêts	5 582 670	1 837 510
A vue :	5 582 670	1 837 510
Comptes ordinaires	5 582 670	1 837 510
Prêts et comptes au jour le jour		
Valeurs reçues en pension au jour le jour		
A terme :		
Prêts et comptes à terme		
Prêts subordonnés et participatifs		
Valeurs reçues en pension à terme		
Créances rattachées		
Créances douteuses		
Total brut	5 582 670	1 837 510
Dépréciations		
Total net	5 582 670	1 837 510
Titres reçus en pension		
Créances rattachées		
Total	5 582 670	1 837 510

Note 3.

1. Immobilisations corporelles et incorporelles :

(En Euros)	Valeur brute 31/12/2016	Acquisitions	Cessions	Autres mouvements	Valeur brute 31/12/2017	Amortissement provisions et dépréciations cumulés 31/12/2017	Valeur nette 31/12/2017
Immobilisations incorporelles		28 980			28 980	-7 245	21 735
Immobilisations corporelles							
Terrains							
Constructions							
Installations techniques							
Matériels et outillages							
Autres							
Total		28 980			28 980	-7 245	21 735

2. Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles :

(En Euros)	Montant au 31/12/2016	Dotations	Reprises	Autres mouvements	Montant au 31/12/2017
Immobilisations incorporelles		7 245			-7 245
Immobilisations corporelles					
Terrains					
Constructions					
Installations techniques					
Matériels et outillages					
Autres					
Total		7 245			-7 245

3. Ventilation des dotations :

(En Euros)	Linéaire	Exceptionnel	Dotation dérogatoire	Reprise dérogatoire	Dotation sunday
Immobilisations incorporelles	7 245				7 245
Immobilisations corporelles					
Total	7 245				7 245

Note 4. – Autres actifs et comptes de régularisation.

(En Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Autres actifs :		
Sous-total		12 097
Compte courant SG impôt groupe		12 097
Dépôts de garantie versés		
Débiteurs divers		
Comptes de régularisation :		
Sous-total	513 438	604
Charges comptabilisées d'avance		
Produits à recevoir	513 438	
Créances sur les établissements de crédit		
Opérations avec la clientèle	513 438	
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Actions et autres titres à revenu variable		
Participations et autres titres détenus à long terme		
Parts dans les entreprises liées		
Immobilisations corporelles et incorporelles		
Actions propres		
Comptes de négociation et règlement		
Autres actifs		
Comptes de régularisation		
Impôts différés		
Autres comptes de régularisation		
Total brut	513 438	12 701
Dépréciations		
Total net	513 438	12 701

2. Répartition des dépôts de garantie :

(En Euros)	Comptes propres	Comptes de tiers	31/12/2017	31/12/2016
Dépôts de garantie versés				

Note 5. – Autres passifs et comptes de régularisation.

(En Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Opérations sur titres		
Dettes et titres empruntés		
Autres dettes de titres		
Instruments conditionnels vendus		
Autres passifs	2 330 550	23 246
Compte courant SG impôt groupe	1 029 496	
Versement restant à effectuer sur titres		
Dépôts de garantie reçus		
Créditeurs divers	1 301 054	23 246
Comptes de régularisation		
Charges à payer		
Dettes envers les établissements de crédit		
Opérations avec la clientèle		
Dettes représentées par un titre		
Comptes de régularisation		
Comptes de négociation et règlement		
Dettes subordonnées		
Impôts différés		
Produits constatés d'avance		
Autres comptes de régularisation		
Total	2 330 550	23 246

2. Répartition des dépôts de garantie :

(En Euros)	Comptes propres	Comptes de tiers	31/12/2017	31/12/2016
Dépôts de garantie reçus				

Note 6.

1. Évolution des capitaux propres (En Euros) :

Affectation du résultat de l'exercice précédent	31/12/2017
Origine :	-23 035
Report à nouveau antérieur	
Résultat de la période	-23 035
Prélèvement sur les réserves	
Autres mouvements	
Affectation (1) :	-23 035
Réserve légale	
Autres réserves	
Dividendes	
Autres répartition	
Report à nouveau	-23 035

2. Capital social. — Le capital social est composé de 100 actions de 18 500 € de nominal, entièrement libérées.

3. Ventilation des réserves :

(En Euros)	Montant
Réserve légale	
Réserves statutaires	
Autres réserves	
Total	

4. Projet d'affectation du résultat de l'exercice :

(En Euros)	Montant
Résultat disponible	1 937 293
Report à nouveau antérieur	-23 035
Résultat de la période	1 960 328
Prélèvement sur les réserves	
Affectation (1) :	1 937 293
Réserve légale	
Autres réserves	
Dividendes	
Autres répartition	
Report à nouveau	

5. Variation des capitaux propres :

(En Euros)	31/12/2016	Augmentation	Diminution	31/12/2017
Capital	1 850 000			1 850 000
Primes d'émission				
Réserves				
Écart de réévaluation				
Provisions règlementées				
Subvention d'investissement				
Report à nouveau			23 035	-23 035
Résultat de l'exercice	-23 035	1 937 293		1 960 328
Distribution				
Total	1 826 965	1 937 293	23 035	3 787 293

Note 7.

1. Produits et charges d'intérêts :

(En Euros)	Charges	Produits	Net 2017	Net 2016
Sur opérations avec les établissements de crédit :	332	1 761	1 429	
Opérations avec les banques centrales, les comptes courants postaux et les Ets de crédit		1 429	1 429	
Titres et valeurs reçus en pension				
Autres	332	332		
Sur opérations avec la clientèle :				
Créances commerciales				
Autres concours à la clientèle				
Comptes ordinaires débiteurs				
Titres et valeurs reçus en pension				
Autres				
Sur obligations et autres titres à revenu fixe				
Sur dettes subordonnées				
Autres intérêts et produits ou charges assimilés				
Total	332	1 761	1 429	

2. Revenus des titres à revenu variable :

(En Euros)	2017	2016
Dividendes sur actions et autres titres à revenu variable		
Dividendes sur titres de participation et autres titres à long terme		
Part dans les entreprises liées		
Autres		
Total		

Note 8. – Produit net des commissions.

(En Euros)	Charges	Produits	Net 2017	Net 2016
Opérations avec les établissements de crédit	8 094		-8 094	
Opérations avec la clientèle		5 184 353	5 184 353	
Opérations sur titres				
Opérations de change et sur instruments financiers				
Engagement de financement et de garantie				
Prestations de services et autres				
Total	8 094	5 184 353	5 176 259	

Note 9. – Résultat net sur opérations financières.

(En Euros)	Net 2017	Net fin 2016
Résultat net sur portefeuille de négociation :	53 711	
Résultat net des opérations sur titres de transaction		
Résultat net des opérations de change	53 711	
Résultat sur instruments financiers à terme		
Résultat net sur titres de placement :		
Plus-values de cession		
Moins-values de cession		
Dotation aux dépréciations		
Reprises de dépréciations		
	53 711	

Note 10.

1. Charges générales d'exploitation :

(En Euros)	2017	2016
Frais de personnel		
Salaires et traitements		
Charges sociales et fiscales sur rémunérations		
Autres		
Autres frais administratifs	-1 806 787	-35 051
Impôts et taxes	-26 711	-4 730
Services extérieurs	-1 751 446	-14 721
Autres	-28 630	-15 600
Total	-1 806 787	-35 051

2. Effectif moyen :

	France	Étranger	2017	2016
Cadres	5		5	
Non cadres	1		1	
Total	6		6	

3. Rémunération des dirigeants :

Aucune rémunération n'a été allouée à l'organe de direction.

Note 11. – Résultat exceptionnel.

(En Euros)	2017	2016
Charges exceptionnelles	0	0
Produits exceptionnels	0	0
Total net	0	0

Note 12.

1. Impôts sur les bénéfices :

(En Euros)	2017	2016
Charge fiscale courante	1 029 496	-12 097
Charge fiscale différée		
Total	1 029 496	-12 097

2. Ventilation de l'impôt sur les bénéfices :

Ventilation résultats (En Euros)	Résultat avant impôts	Retraitements	Incidence impôt sur les sociétés			Résultat après impôt
			Impôts brut (1)	Avoir fiscal crédit d'impôt	Impôt net imputé	
1. Taxé au taux normal	2 989 824		996 608		996 608	1 993 216
2. Taxé au taux réduit ou non taxable						
I. Résultat brut d'exploitation (1 + 2)	2 989 824		996 608		996 608	1 993 216
3. Taxé au taux normal						
4. Taxé au taux réduit ou non taxable						
II. Cout du risque (3 + 4)						
III. Résultat d'exploitation (i + ii)	2 989 824		996 608		996 608	1 993 216
5. Taxé au taux normal						
6. Taxé au taux réduit ou non taxable						
IV. +/- gains ou pertes sur actifs immobilisés (5 + 6)						
V. Résultat courant avant impôt (iii + iv)	2 989 824		996 608		996 608	1 993 216
VI. Résultat exceptionnel						
Dotation nettes aux provisions réglementées						
Impôt courant			996 608		996 608	
Impôt différé						
Crédit d'impôt comptabilisé						
Contributions			32 888		32 888	-32 888
AUTRES (à préciser)						
Résultat net	2 989 824		1 029 496		1 029 496	1 960 328

(1) Signes : l'impôt est signé en + pour une dette et en - pour une créance

3. Situation fiscale différée :

(En Euros)	Base	Taux	Actif sunday	Passif sunday	Stock au 31/12/2017	Stock au 31/12/2016
Détail des différences temporaires						
Allègement futur d'impôt						
Accroissement futur d'impôt						
Total						

Note 13. – Emplois et ressources ventilés selon la durée restant à courir.

(En Euros)	Durée restant à courir au 31 décembre 2017				
	< 3 mois	3 mois à 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	Total
Emplois :					
Créances sur les établissements de crédit	5 582 670				5 582 670
Opérations avec la clientèle					
Obligations et autres titres à revenu fixe					
Titres de transaction					
Titres de placement					
Titres d'investissement					
Actions et autres titres à revenu variable					
Titres de transaction					
Titres de placement					
Titres d'investissement					
Ressources :					
Dettes envers les établissements de crédit					
Opérations avec la clientèle					
Dettes représentées par un titre					

Note 14. – Identité de la société consolidante

Les comptes annuels de la SA Lyxor Intermédiation sont inclus selon la méthode de l'intégration globale dans le périmètre de consolidation de :

SA SOCIETE GENERALE - 29 boulevard Haussmann 75009 PARIS

En conséquence, la société est exemptée de l'obligation d'établir des comptes consolidés ainsi qu'un rapport de gestion consolidé.

Note 15. – Intégration fiscale

La Société Lyxor Intermédiation est intégrée fiscalement dans le groupe SOCIETE GENERALE depuis le 01/01/2011

Son résultat fiscal ayant servi de base de calcul à l'impôt est le suivant :

— Bénéfice à court terme de 2 989 824 €
— Bénéfice à long terme de €

Du fait de l'intégration fiscale, une dette de 1 029 496 € envers la société mère a été comptabilisée en compte courant SG au bilan par contrepartie au compte de résultat du poste impôt sur les bénéfices.

Note 16. – Honoraires des Commissaires aux comptes.

Les honoraires HT de la lettre de mission de notre commissaire aux comptes, au titre de l'exercice 2017, s'élève à :

DELOITTE et ASSOCIES :
ERNST et YOUNG : 40 000,00 €

Résultats financiers au cours des cinq derniers exercices.

	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2014	31/12/2013
Situation financière en fin d'exercice					
Capital social (En EUR)	1 850 000	1 850 000	1 000	1 000	1 000
Nombre d'actions émises	100	100	100	100	100
Ordinaires	100	100	100	100	100
À dividende prioritaire					
Nombre maximum d'actions à créer					
Par conversion d'obligations					
Par droit de souscription					
Résultats globaux des opérations effectives (En EUR)					
Chiffre d'affaires hors taxes	5 132 492				
Résultat avant impôts, amortissements et provisions	2 997 069	-35 132			
Impôt sur les bénéfices	-1 029 496				

Résultat après impôts, amortissements et provisions	1 960 328	-23 035			
Distribution de dividendes	1 752 293				
Résultats des opérations par action (en EUR)					
Résultat après impôts, mais avant amortissements et provisions	19 778	-230			
Résultat après impôts, amortissements et provisions	19 603	-230			
Dividende versé à chaque action	17 522,93				
Personnel					
Nombre de salariés	6				
Montant de la masse salariale (En EUR)					
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (En EUR)					
(1) Signes : en - pour les charges et en + pour les produits					

IV. — Affectation de résultat.

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris connaissance des rapports du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels, décide d'affecter le bénéfice de l'exercice de 1.960.328,13 euros, augmenté du report à nouveau antérieur, débiteur de 23.035,01 euros, soit un résultat à affecter de 1.937.293,12 euros, de la manière suivante :

A la réserve légale :	185.000,00 euros
Versement de dividende :	1.752.293,00 euros
(Soit 17.522,93 euros par action)	
Au report à nouveau :	0,12 euro.

La date de mise en paiement de ce dividende est fixée à compter du 12 juin 2018.

Le dividende attribué aux actionnaires personne morales ne sera pas éligible à l'abattement de 40 % prévu à l'article 158-3 du Code général des impôts.

L'Assemblée Générale prend acte, conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, que la société n'a procédé à aucune distribution de dividendes au titre des trois exercices précédents.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité des Actionnaires présents ou représentés.

V. — Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels.

A l'Assemblée Générale de la société Lyxor Intermédiation,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Lyxor Intermédiation relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires

Nous avons également procédé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

— Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

— Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L. 225-37-3 et L. 225-37-4 du Code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-37-3 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle, sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilité du Commissaire aux comptes relatifs à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précise par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

– il identifié et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

– il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

– il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

– il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier.

– il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 15 mai 2018

Le Commissaire aux Comptes

ERNST & YOUNG et Autres
David Koestner

VI. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social, Tour Société Générale, 17 Cours Valmy, 92800 Paris - La Défense cedex.